

505 L M 64/16

350

(1941)

A

Réduction de la consommation de l'électricité

Loi du	18.12.40		
Arrêté	11. 4.41		
Lettre SNCF au M.P.I.	30. 5.41		
Lettre M.P.I. à la S.N.C.F.	8. 7.41		
Lettre M.P.I. à la S.N.C.F.	15. 7.41		
Lettre S.N.C.F. au M.P.I.	22. 7.41		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	22. 7.41		
C.A.	23. 7.41	17	Qd c)
Décision AI du M.P.I.	5. 9.41		
Notification au M.T.P.	5. 9.41		
Notification à la S.N.C.F.	5. 9.41		
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	17. 9.41		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	17. 9.41		
C.A.	17. 9.41	24	Qd c)

Réduction de la consommation de l'électricité.-

17 septembre 1941

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 17 septembre 1941

Questions diverses

c) Réduction de la consommation d'électricité.

M. LE PRESIDENT donne connaissance au Conseil d'une lettre adressée, le 5 septembre 1941, par M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, pour lui demander de mettre dès maintenant à l'étude une réduction de 10 % de la consommation d'énergie électrique de traction sur la S.N.C.F., ainsi que les modalités de contrôle de cette consommation.

En ce qui concerne les autres usages, l'énergie électrique consommée par la S.N.C.F. se trouve réglementée à compter du 1^{er} septembre 1941, pour la basse tension par l'arrêté du 12 août 1941 et la décision n° 1 du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et, pour la haute tension, par l'arrêté du 1^{er} septembre 1941 et sa décision n° 2.

Stenoff. 24)

M. LE PRESIDENT. - Le Directeur de l'Electricité a communiqué au Directeur Général la lettre suivante adressée le 3 septembre dernier par M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications :

"J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, ma décision n° 41 relative à la consommation d'électricité pour la traction des voies électrifiées de la Société Nationale des Chemins de fer Français. Je me félicite que les circonstances me permettent de n'imposer aucune limitation pour septembre. Ceci permettra d'étudier à loisir les modalités de restrictions qui semblent devoir malheureusement s'imposer dès octobre prochain.

"Je crois donc nécessaire de vous demander d'étudier
"dès maintenant une réduction de 10 % de la consommation
"électrique de la traction sur la S.N.C.F., ainsi que les
"modalités de contrôle de cette consommation. Je pense pos-
"sible de recevoir votre réponse pour le 15 septembre, afin
"de me permettre d'arrêter en temps utile la réglementation
"de la consommation d'électricité pour le mois d'octobre.

"Je rappelle que, pour les autres usages, l'énergie
"électrique consommée par la S.N.C.F. est réglementée dès
"le 1er septembre 1941 pour la basse tension par l'arrêté du
"12 août 1941 et ma Décision n° 1 et pour la haute tension
"par l'arrêté du 1er septembre 1941 et ma Décision n°3.

"Contrairement aux instructions des Circulaires qui
"prescrivent d'adresser les demandes de dérogations aux Ingé-
"nieurs en Chef des Circonscriptions, je vous prie de m'en-
"voyer celles intéressant la S.N.C.F. que je désire centra-
"liser".

Cette question se rattache à la nouvelle et sévère com-
pression des parcours voyageurs qui doit être réalisée dans
le nouvel horaire qui sera mis en vigueur le 6 octobre.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

La consommation pour les trains de voyageurs étant environ le 30 % de la consommation totale pour la traction, l'économie de 30 % des parcs 344, Boulevard Saint-Germain - PARIS et électrique du 6 octobre.

Objet :

courant à attendre de ces réductions de parcours peut être évaluée à 3 % de la consommation totale.

Réduction de l'électricité

Paris, le 17 septembre 1941

D 765/1/42

COPIE

Le contrôle de la consommation sera effectué à l'issue de la campagne d'été. Les données pourront vous être communiquées si vous le jugez nécessaire.

Le Directeur Général

J'ajoute que, pour parer à une baisse imprévue de la production de la Direction Générale des Transports (Direction Générale des Transports) 30 % des parcs 344, Boulevard Saint-Germain - PARIS et électrique du 6 octobre.

Ces programmes pourront être appliqués sur votre ordre après distribution. J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Directeur de l'Electricité a transmis par lettre ci-jointe du 5 septembre 1941, copie de la lettre qu'il vous a adressée à la même date au sujet de la limitation des consommations d'électricité de la Société Nationale des Chemins de fer.

Conformément à la demande qui nous a été faite, une étude a été effectuée pour réduire la consommation du courant de traction. Il paraît utile de préciser tout d'abord que la réduction envisagée ne saurait concerner :

- ni les trains de marchandises ou de messageries qui sont considérés, à juste titre, comme absolument indispensables à la vie économique du pays;
- ni les trains demandés par les autorités d'occupation (T.C.O., transports commerciaux, trains S.F., sanitaires, etc...) sur lesquels nous n'avons aucune action.

Restent donc les seuls trains de voyageurs, pour lesquels la comparaison entre la situation actuelle et celle qui est prévue à partir du 6 octobre s'établit comme suit :

- **Service actuel.** Les parcours actuels des trains électriques de voyageurs s'élèvent à 45.000 km-trains journaliers.
- **Service au 6 octobre.** Les parcours théoriques prévus sont de 39.000 kms et, d'autre part, les dédoublements ne dépasseront pas 1 % de ce chiffre, de sorte que l'on peut évaluer à 39.500 kms journaliers les parcours réels des trains de voyageurs du prochain service.

La différence, soit 7.500 kms correspond à une diminution de 16 % des parcours du service voyageurs actuel sur les lignes électrifiées.

.....

La consommation pour les trains de voyageurs étant environ le 30 % de la consommation totale pour la traction, l'économie de courant à attendre de ces réductions de parcours peut être évaluée à 5 % de la consommation totale.

Le contrôle de la consommation sera effectué à l'aide de relevés mensuels qui pourront vous être communiqués si vous le jugez nécessaire.

J'ajoute que, pour parer à une baisse imprévue de la production de charbon et d'énergie électrique nous préparons des programmes dits de "détresse" correspondants à des réductions de 10, 20 et 30 % des parcours des trains de voyageurs vapeur et électrique du 6 octobre.

Ces programmes pourront être appliqués sur votre ordre après distribution aux gares des Avis-trains préparés par les Régions.

Pour ce qui concerne les besoins de la S.N.C.F. autres que la traction, nous avons donné des instructions aux Régions pour que les réductions imposées par les divers décrets ministériels soient respectées dans toutes nos installations.

Cette mesure ne souffre pas de difficulté pour l'énergie nécessaire aux installations de la S.N.C.F. indépendantes de la circulation.

Par contre une partie très importante de notre consommation en énergie électrique est directement imposée par les nécessités du trafic.

Nous avons noté que, en application du dernier alinéa de sa lettre précitée, M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle désire centraliser toutes les demandes de dérogations de la S.N.C.F. qui auraient dû, en vertu des décrets, être adressées aux Ingénieurs en Chef des Circonscriptions électriques.

Conformément à ces instructions nous centraliserons ces demandes de dérogations et les ferons parvenir à M. le Directeur de l'Electricité.

Toutefois les nécessités du trafic dont nous ne sommes pas maîtres, nécessités imposées dans certains cas par les autorités d'occupation, peuvent nous amener à dépasser les consommations autorisées par décret avant d'avoir pu même demander une dérogation. Il paraît indispensable que des instructions générales soient données pour que les pénalités prévues en cas de dépassement de la consommation de base ne soient pas appliquées aux Etablissements de la S.N.C.F. celle-ci pouvant être tenue toutefois de fournir sur les dépassements des justifications nécessaires.

Signé : LE BESNERAIS.

370
Secrétariat d'Etat
aux Communications

Direction Générale
des Transports

Service Technique

4ème Bureau

Consommation d'élec-
tricité de la S.N.C.F.

C.F.4 595

Paris, le 17 septembre 1941

COPIE

Le Secrétaire d'Etat aux Communications
à Monsieur le Directeur Général
de la Société Nationale des Chemins de
fer français

J'ai l'honneur de vous notifier ci-joint la décision
N° A I du Directeur de l'Electricité au Secrétariat d'Etat à la
Production Industrielle, décision relative à la consommation
d'électricité pour la traction des voies électrifiées de la
Société Nationale des Chemins de fer en septembre.

Des restrictions semblant devoir s'imposer dès octobre pro-
chain, M. le Secrétaire d'Etat à la Production demande d'étudier
dès maintenant, d'une part, une réduction de 10 % de la consom-
mation électrique de la Société Nationale des Chemins de fer
pour la traction, d'autre part, les modalités de contrôle de
cette consommation.

Je vous prie de vouloir bien me faire parvenir vos proposi-
tions à ce sujet dans le plus bref délai, une réponse m'étant
demandée de toute urgence.

M. le Secrétaire d'Etat à la Production rappelle que pour
les autres usages, il a réglementé l'énergie électrique consom-
mée par la Société Nationale des Chemins de fer par l'arrêté
du 12 août 1941 et la décision n° 1 pour la Basse Tension, par
l'arrêté du 1er septembre 1941 et la décision n° 3 en ce qui
concerne la Haute Tension.

Enfin, contrairement aux instructions des Circulaires
qui prescrivent d'adresser les demandes de dérogations aux In-
génieurs en Chef des Circonscriptions, ces demandes devront,
pour la Société Nationale des Chemins de fer, être adressées
au Secrétaire d'Etat à la Production, par mon intermédiaire.

P. le Secrétaire d'Etat et par autorisation:
Le Conseiller d'Etat,
Directeur Général des Chemins de fer et des
Transports,
signé : René CLAUDON.

Secrétariat d'Etat à la
Production Industrielle

ETAT FRANCAIS

Secrétariat Général de
l'Energie

PARIS, le 5 septembre 1941

Direction de
l'Electricité

C O P I E

Décision n° AI

du Directeur de l'Electricité

relative à la consommation d'énergie électrique de la
Société Nationale des Chemins de fer français

Le Directeur de l'Electricité,

Vu la loi du 18 décembre 1940 relative à la réduction
de la consommation de l'électricité,

Vu l'arrêté du 1er septembre 1941 et notamment l'arti-
cle 5,

Vu la Décision n° 2 fixant la liste des industries
visées par l'Article 5 du dit Arrêté,

Décide :

Article 1er - La consommation d'électricité pour la trac-
tion sur les voies ferrées électrifiées de la Société Nationa-
le des Chemins de fer français n'est, pour le mois de septem-
bre, soumise à aucune limitation.

Article 2 - L'Ingénieur en Chef du Service Central de
l'Electricité à Paris est chargé de l'application de la pré-
sente Décision.

Le Directeur de l'Electricité,

GIBRAT.

SECRETARIAT D'ETAT
A PRODUCTION INDUSTRIELLE

Paris, le 5 septembre 1944

Secrétariat Général de l'Energie

Direction de l'Electricité

3944

D 765-1

C O P I E

LE DIRECTEUR DE L'ELECTRICITE

À Monsieur le Directeur Général de la Société Nationale
des Chemins de fer français.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint copie
de ma lettre à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

J'attire votre attention sur le paragraphe dans lequel
je demande à ce qu'il me soit adressé pour le 15 septembre au
plus tard, les résultats d'une étude comportant abaissement de 10%
de la consommation, ainsi que des modalités prévues pour le con-
trôle de cette consommation.

Le Directeur de l'Electricité,

Signé : GIBRAT.

370

SECRETARIAT D'ETAT
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

SECRETARIAT GENERAL DE L'ENERGIE

Direction de l'Electricité
--

ETAT FRANCAIS

C O P I E

5 septembre 1941

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle

à Monsieur le Secrétaire d'Etat aux
Communications
(Direction Générale des Transports)

241, Bd. St-Germain - PARIS -

A / J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, ma décision n° 11 relative à la consommation d'électricité pour la traction des voies électrifiées de la Société Nationale des Chemins de fer Français. Je me félicite que les circonstances me permettent de n'imposer aucune limitation pour septembre. Ceci permettra d'étudier à loisir les modalités de restrictions qui semblent devoir malheureusement s'imposer dès octobre prochain.

Je crois donc nécessaire de vous demander d'étudier dès maintenant une réduction de 10 % de la consommation électrique de la traction sur la S.N.C.F., ainsi que les modalités de contrôle de cette consommation. Je pense possible de recevoir votre réponse pour le 15 septembre, afin de me permettre d'arrêter en temps utile la réglementation de la consommation d'électricité pour le mois d'octobre.

A { Je rappelle que, pour les autres usages, l'énergie électrique (consommée par la S.N.C.F. est réglementée dès le 1er septembre 1941 pour la basse tension par l'arrêté du 12 août 1941 et ma Décision n° 1 et pour la haute tension par l'arrêté du 1er septembre 1941 et ma décision n° 3.

Contrairement aux instructions des Circulaires qui prescrivent d'adresser les demandes de dérogations aux Ingénieurs en Chef des Circonscriptions, je vous prie de m'envoyer celles intéressant la S.N.C.F. que je désire centraliser.

/B

P.le Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle,
Le Directeur de l'Electricité

Signé : GIERAT.

SECRETARIAT D'ETAT
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

ETAT FRANCAIS

Secrétariat Général de l'Energie

Direction de l'Electricité

5 septembre 1941

D E C I S I O N N° A1

du Directeur de l'Electricité

relative à la consommation d'énergie électrique
de la Société Nationale des Chemins de fer français

LE DIRECTEUR DE L'ELECTRICITE

Vu la loi du 18 décembre 1940 relative à la réduction
de la consommation de l'électricité,

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1941 et notamment l'arti-
cle 5,

Vu la Décision n° 2 fixant la liste des industries
visées par l'article 5 dudit arrêté,

D E C I D E :

Article 1^{er} - La consommation d'électricité pour la
traction sur les voies ferrées électrifiées de la Société Natio-
nale des Chemins de fer Français n'est, pour le mois de Septem-
bre, soumise à aucune limitation.

Article 2 - L'Ingénieur en Chef du Service Central de
l'Electricité à PARIS est chargé de l'application de la présente
Décision.

Le Directeur de l'Electricité,

Signé : GIBRAT.

pour copie conforme,
L'Ingénieur des Ponts et Chaussées,
(s)

23 juillet 1941

350

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 23 juillet 1941

Questions diverses

c) Réduction de la consommation
d'électricité.

P.V.(p.6)

M. GRIMPRET donne connaissance au Conseil d'une lettre, en date du 15 juillet 1941, par laquelle M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle demande à la S.N.C.F., compte tenu de la répercussion de la situation charbonnière sur la production de l'électricité et des conséquences que peut avoir la sécheresse particulièrement sévère dans le Massif Central, non seulement de ne pas chercher à reporter le trafic des voies à traction à vapeur sur les voies à traction électrique, mais aussi de prendre sur les voies à traction électrique les mêmes mesures de restrictions que sur les voies à traction à vapeur.

Par lettre du 22 juillet 1941, cette demande a été transmise à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications qui a qualité pour prescrire, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait juger opportunes.

Sténo (p. 17)

M. GRIMPRET - Vous vous rappelez qu'un arrêté en date du 11 avril 1941, pris en application de la loi du 18 décembre 1940 a édicté certaines mesures en vue de réduire la consommation de l'électricité.

Une correspondance a été échangée à ce sujet entre la S.N.C.F. et M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et nous venons de recevoir de celui-ci la lettre suivante en date du 15 juillet 1941 :

"Comme suite à ma lettre du 8 juillet 1941, au sujet de l'énergie consommée pour la traction, je me vois dans l'obligation de vous demander de bien vouloir, en raison de la situation charbonnière, envisager une réduction du trafic sur les voies ferrées électrifiées.

"La répercussion de la situation charbonnière sur la production électrique jointe à la sécheresse particulièrement sévère du Massif Central, m'obligent à vous demander non seulement de ne pas chercher, pour pallier la réduction de la consommation de charbon qui vous est demandée, à reporter une partie du trafic des voies à traction à vapeur sur des voies à traction électrique mais bien de prendre les mêmes mesures de restriction sur les voies à traction électrique que sur les voies à traction à vapeur.

"Il est nécessaire d'obtenir le même pourcentage d'économie sur la consommation d'électricité que celui qui vous est demandé sur les voies à traction à vapeur.

"Vous n'ignorez pas, en effet, que la situation charbonnière est telle qu'à l'heure actuelle l'industrie électrique, au lieu de constituer, ainsi qu'elle l'espérait, un stock lui permettant d'aborder l'hiver sans trop d'appréhension, voit ce stock s'amenuiser chaque jour et que si des mesures rigoureuses ne sont pas prises immédiatement, elle risque de se trouver sans charbon au 1er octobre".

M. LE BESNÈRAIS - Nous avons transmis cette lettre au M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, car elle soulève une question que seul celui-ci peut trancher. Mais je ne crois pas qu'on puisse réaliser sur les lignes électrifiées les mêmes réductions de parcours que celles auxquelles on a procédé sur les lignes à traction à vapeur.

Je suis d'accord pour réduire les parcours dans toute la mesure du possible. Mais, quand nous aurons atteint la limite, il sera, néanmoins, préférable d'utiliser au maximum la traction électrique, parce que, même quand le courant est produit par l'énergie thermique, il en résulte encore une économie de charbon par rapport à la traction à vapeur.

M. GRIMPRET - Au fond, ce que demande M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle c'est que la S.N.C.F. réalise des économies sur l'énergie hydraulique comme elle le fait sur le charbon.

M. LAURENT-ATTHALIN - Ce qui est surprenant, c'est que cette demande nous soit adressée par M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, alors que seul M. le Secrétaire d'Etat aux Communications a qualité pour imposer des modifications à la consistance de notre service.

M. GRIMPET - Il a pris prétexte de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril qui porte sa signature. Mais, en réalité, la communication était destinée à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications et c'est pourquoi nous la lui avons transmise.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

D 765/1

C O P I E

Paris, le 22 juillet 1941.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour la suite qu'elle comporte, une lettre par laquelle M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle m'a invité à envisager une réduction du trafic sur les voies ferrées électrifiées.

Cette lettre fait d'ailleurs allusion à la réduction de la consommation de charbon qui nous a été demandée par l'organisme répartiteur des combustibles et qui fait l'objet d'une étude dans mes Services.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé; FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 22 juillet 1941

C O P I E

D 765 - 1

Monsieur le Ministre,

Par une lettre du 15 juillet, vous avez bien voulu me demander d'envisager une réduction du trafic sur les voies ferrées électrifiées. Vous précisiez que la situation charbonnière, jointe à la sécheresse particulièrement sévère du Massif Central, rendaient nécessaire que le même pourcentage d'économie soit obtenu sur la consommation d'électricité que sur les voies à traction à vapeur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par lettre de ce jour, je transmets votre lettre à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications qui a qualité pour prescrire les mesures de réduction du trafic.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
101, rue de Grenelle,
PARIS (7ème)

SECRETARIAT D'ETAT
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Direction de l'Electricité

Paris, le 15 juillet 1941.

C O P I E

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre du 8 juillet 1941, au sujet de l'énergie consommée pour la traction, je me vois dans l'obligation de vous demander de bien vouloir, en raison de la situation charbonnière, envisager une réduction du trafic sur les voies ferrées électrifiées.

La répercussion de la situation charbonnière sur la production électrique jointe à la sécheresse particulièrement sévère du Massif Central, m'obligent à vous demander non seulement de ne pas chercher, pour pallier la réduction de la consommation de charbon qui vous est demandée, à reporter une partie du trafic des voies à traction à vapeur sur des voies à traction électrique, mais bien de prendre les mêmes mesures de restriction sur les voies à traction électrique que sur les voies à traction à vapeur.

Il est nécessaire d'obtenir le même pourcentage d'économie sur la consommation d'électricité que celui qui vous est demandé sur les voies à traction à vapeur.

Vous n'ignorez pas, en effet, que la situation charbonnière est telle qu'à l'heure actuelle l'industrie électrique au lieu de constituer, ainsi qu'elle l'espérait, un stock lui permettant d'aborder l'hiver sans trop d'appréhension, voit ce stock s'amenuiser chaque jour et que si des mesures rigoureuses ne sont pas prises immédiatement, elle risque de se trouver sans charbon au 1er octobre.

Veuillez agréer,

P. le Secrétaire d'Etat

le Directeur de l'Electricité :

Monsieur le Président de la S.N.C.F.-

SECRETARIAT D'ETAT
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Secrétariat Général
à l'Energie

Direction de l'Electricité

2ème Bureau

Paris, le 8 juillet 1941.

C O P I E

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les conditions d'application de l'arrêté du 11 avril 1941 relatif à la réduction de la consommation d'électricité aux services de votre Société.

Vous estimez tout d'abord que l'arrêté susvisé ne concerne pas l'énergie nécessaire à la traction.

Vous demandez d'autre part si vous ne pourriez bénéficier d'une dérogation générale de principe aux prescriptions de l'art. 4 de l'arrêté pour toutes les consommations d'électricité directement nécessitées pour les besoins du trafic.

Enfin, en ce qui concerne les branchements nouveaux, vous vous proposez bien de les soumettre à l'autorisation préalable, étant entendu que lorsqu'ils seront indispensables à l'exécution même du service public ils seront exécutés immédiatement sous réserve d'un compte rendu.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après un examen très attentif des questions soulevées par vous j'ai été amené aux conclusions suivantes :

Il n'est pas possible d'admettre que l'arrêté du 11 avril 1941 ne s'applique à l'énergie utilisée à la traction mais je suis disposé à en envisager l'application à la S.N.C.F. dans l'esprit le plus large.

Dans cet esprit, si les nécessités de la traction le justifient, je ne me refuserai pas à accorder à la S.N.C.F. jusqu'au 1er octobre prochain tout au moins, toutes les dérogations qu'elle pourra solliciter. Je vous prie toutefois de vouloir bien si possible me faire connaître d'ores et déjà vos prévisions. Mais je ne puis accorder actuellement la dérogation générale que vous sollicitez, il est indispensable en effet de pouvoir apprécier à tous moments l'importance respective pour l'intérêt général des diverses utilisations de l'énergie électrique.

.....

Monsieur le Président de la S.N.C.F.

En dehors de l'énergie absorbée par la traction, les consommations d'électricité directement nécessitées pour les besoins du trafic paraissent devoir être assez faibles, à moins que vous n'entendiez viser à ce titre l'énergie nécessaire aux ateliers de réparations, aussi si ces consommations sont peu importantes serai-je disposé à accorder une dérogation générale à vos services, mais je vous demande toutefois de préciser au préalable les consommations visées ainsi que la puissance nécessaire à ces utilisations.

En ce qui concerne les branchements nouveaux, vous pouvez être assuré que les demandes de vos services seront examinées avec un esprit particulièrement bienveillant, mais il ne me semble pas possible d'éviter cet examen dont il ne résultera d'ailleurs aucun retard car l'attention des Ingénieurs en Chef a été appelée sur la nécessité de satisfaire en premier lieu les besoins des services publics.

J'ose espérer que les explications ci-dessus vous donneront tous apaisements et vous prie d'agréer,

P. le Secrétaire d'Etat
Le Directeur de l'Electricité,

Signature.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 30 mai 1941.

D 765/1

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Votre arrêté en date du 11 avril 1941, pris en application de la loi du 18 décembre 1940, a édicté les mesures à prendre en vue de réduire la consommation d'électricité.

Ces mesures sont de 2 sortes :

- la desserte de tout nouvel abonné, ainsi que toute mesure destinée à augmenter la puissance mise à sa disposition, sont subordonnées à une autorisation préalable;
- la consommation d'électricité ne devra pas dépasser, en haute tension, la consommation atteinte au cours de décembre 1940, sauf dérogation accordée par l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Electricité.

La S.N.C.F. a déjà donné à tous ses Services des instructions qu'elle confirmera pour restreindre au maximum sa consommation - un contrôle sévère sera exercé.

Il convient toutefois de considérer que la consommation d'électricité de notre Société est conditionnée, dans la plupart des cas, par les nécessités du service public dont elle a la charge. Cette consommation est notamment fonction du trafic.

Sans doute votre lettre du 11 avril à MM. les Préfets prévoit-elle des possibilités de dérogations pour les Etablissements dont l'activité présente une utilité primordiale pour l'intérêt général.

Nous pensons qu'étant donné le caractère particulier de la S.N.C.F., vous voudrez bien admettre, pour notre Société, une dérogation générale de principe aux prescriptions de l'article 4 pour toutes les consommations d'électricité directement nécessitées par les besoins du trafic.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle
Secrétariat Général de l'Energie - Direction de l'Electricité
244, Boulevard Saint-Germain - PARIS

Nous soumettrons les branchements nouveaux sur les secteurs, dont il est question à l'article 2 de l'Arrêté à votre autorisation préalable, étant bien entendu que lorsqu'ils seront indispensables à l'exécution même du service public, ils seront exécutés immédiatement, sous réserve d'un compte rendu.

Enfin, nous pensons que l'Arrêté qui fait l'objet de la présente lettre ne concerne pas l'énergie nécessaire à la traction.

Si vous êtes bien d'accord sur ces points, je vous serai obligé de bien vouloir donner les instructions utiles à MM. les Préfets et aux Sociétés distributrices dont certaines nous ont déjà notifié votre arrêté.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.